

**Soixante-neuvième session du Comité exécutif
du Programme du Haut Commissaire**

**M. Filippo Grandi,
Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**

Mot de clôture

Genève, 5 octobre 2018

Madame la Présidente,

Avant de continuer, je voudrais m'associer à tous ceux qui ont présenté des condoléances au Gouvernement de l'Indonésie à la suite de la tragédie qui a touché ce pays. Nous avons une pensée pour les familles des personnes tuées ou portées disparues, et pour les personnes dont les maisons et les moyens d'existence ont été détruits.

Je sais que tout le monde ici voudrait s'associer à moi pour vous remercier d'avoir dirigé cette semaine nos discussions avec beaucoup de talent. Pendant l'année, vous m'avez apporté de manière judicieuse un précieux appui, et je vous en remercie, Madame la Présidente. Je vous remercie, Juan Carlos Moreno Gutierrez, pour votre excellent travail.

Je félicite l'Ambassadeur Delmi d'Algérie pour son élection comme Président du Comité exécutif, ainsi que l'Ambassadeur Muylle de Belgique, élu Vice-président, l'Ambassadeur Farani Azevêdo du Brésil, élue Vice-présidente, et Farhat Ayesha du Pakistan, élu Rapporteur. Je sais qu'ils vont poursuivre la longue tradition d'un Bureau du Comité exécutif actif et solide, et je me réjouis d'avance de travailler avec vous lors de la soixante-dixième session du Comité exécutif qui sera une session très importante.

Le temps est aussi venu pour moi d'adresser mes très sincères remerciements à Johan Cels, qui, au cours des six dernières années, a servi comme Secrétaire du Comité avec beaucoup de dévouement, de patience et de compétence. Il va bientôt se rendre au Myanmar en qualité de Représentant du HCR dans ce pays. Je vous prie de bien vouloir vous joindre à moi pour le remercier chaleureusement pour son grand travail !

J'ai également le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que la nouvelle Secrétaire du Comité exécutif sera Ellen Hansen. Elle est bien connue de tous, grâce au travail important qu'elle a effectué pour le Pacte mondial sur les réfugiés, et comme membre de l'équipe de Volker. Elle arrive à ce poste avec une grande expérience et beaucoup d'aptitudes comme chef d'un secrétariat pétri de compétences. La passation de service aura lieu dans quelques semaines, et je vous invite à vous associer à moi pour lui adresser nos félicitations.

Mesdames et Messieurs,

Le Ministre des affaires étrangères Messahel d'Algérie m'a rappelé ce que Antonio Gramsci, un de mes grands compatriotes et penseur politique, appelait pessimisme de l'intellect et optimisme de la volonté.

Cette citation, à la fois triste et édifiante, semble définir les contours de nos discussions cette semaine. Certes, nous avons beaucoup de raisons d'être inquiets, mais comme bon nombre, j'aimerais rester confiant.

Ayant répondu aux 135 interventions du débat général, je ne voudrais pas une fois de plus me plonger dans les détails. Permettez-moi cependant de revenir sur deux considérations principales ayant dominé nos échanges.

Tout d'abord, le HCR s'occupe de personnes et non de politique.

De par leur nature, les questions de réfugiés ont toujours été associées à la politique. Toutefois, bien souvent, il semble que la politique prend davantage le pas sur les questions de réfugiés. Les réfugiés sont de plus en plus au centre des agendas de politique interne, des relations bilatérales complexes entre les États et des dynamiques régionales et internationales autour des crises majeures, ce qui n'est pas bien.

Nos discussions cette semaine ont souligné la nécessité de se départir de la politique pour ramener l'attention sur les questions qui la méritent, à savoir la dignité, les droits et une humanité partagée. Comme Volker l'a si bien dit, dans le monde d'aujourd'hui, profondément divisé, les réfugiés sont souvent les catalyseurs d'une tendance à la déshumanisation dont le seul but est le gain politique immédiat. Quelle étroitesse de vue ! Quoi de plus dangereux pour les valeurs cardinales qui lient nos sociétés !

Nous devons nous rappeler – et rappeler aux hommes politiques et leaders d'opinion – que les réfugiés, dès lors qu'on leur en donne l'occasion, peuvent aussi être des catalyseurs d'humanité, de solidarité et d'un sens d'objectifs partagés en société, en d'autres termes, de tout ce qui nous unit et nous rend plus forts face aux défis mondiaux.

Vos interventions cette semaine nous ont donné beaucoup d'exemples positifs de cette humanité et de cette solidarité en action. Les pays des régions touchées par la naissance ou l'aggravation de crises ont gardé leurs frontières ouvertes aux personnes ayant fui, et leur ont accordé l'accès à la protection et à l'aide, malgré les nombreux défis. Leur société civile – des particuliers et des ONG – a été la première à intervenir pour sauver des vies souvent dans des circonstances désespérées.

Bon nombre d'entre vous ont parlé de nouvelles législations, de changements de politique et de mesures pratiques en vue d'accorder une plus grande stabilité et une plus grande protection aux réfugiés. Beaucoup ont parlé des moyens courageux et innovants d'assurer aux réfugiés une plus grande inclusion économique. Nous avons entendu parler d'initiatives régionales et de mécanismes de solidarité permettant de répondre aux graves risques de protection, aux afflux de réfugiés et aux mouvements mixtes complexes. La réinstallation demeure aussi une solution importante, et fait l'objet de nouvelles approches et de nouveaux partenariats.

Je vous remercie très sincèrement pour tous ces éléments. J'espère que nos échanges vous ont inspirés et encouragés.

Les anniversaires l'année prochaine de la Convention de l'OUA sur les réfugiés et de la Convention de Kampala sur le déplacement interne permettront de galvaniser davantage nos efforts, particulièrement en Afrique, pour laquelle beaucoup d'exemples ont été donnés et où des ressources additionnelles sont absolument nécessaires.

Même pour les solutions, il est important de se départir de la politique. Nous avons parlé d'un certain nombre de crises et de situations prolongées qui évoluent vers de nouvelles directions. Pour certaines, un grand nombre de déplacés internes retournent déjà chez eux, et des perspectives d'un rapatriement volontaire de réfugiés naissent ou sont en débat.

Plus de deux tiers des réfugiés proviennent uniquement de cinq pays. D'importants développements positifs, ne serait-ce que dans un seul de ces pays, pourraient ouvrir la voie de solutions à des millions de personnes et avoir un impact significatif sur la dynamique des déplacements dans le monde.

Évidemment, les développements politiques déterminent l'espace dans lequel les solutions peuvent émerger. Les accords politiques peuvent tracer la voie vers une plus grande stabilité. La participation des réfugiés aux processus politiques comme les négociations de paix et les élections peut contribuer à restaurer les liens avec leurs pays.

Toutefois, le retour des réfugiés ne saurait se faire sous l'effet de la politique. Ce qui est important, c'est le point de vue et les aspirations des réfugiés eux-mêmes. Ce qui est important, c'est leur jugement. Le retour est un droit qu'ils peuvent exercer lorsqu'ils sont prêts. Le retour doit être sûr, digne, et surtout volontaire. Rien à voir avec des normes abstraites. Il s'agit de prérequis pratiques pour la réintégration durable. Il s'agit de reconstruire des sociétés stables. Et pour évoquer un concept dont bon nombre d'entre vous ont parlé, il s'agit de prévenir d'autres conflits.

La décision des réfugiés est déterminée par beaucoup de facteurs, notamment sécuritaires, juridiques, administratifs, psychologiques et matériels. Écouter les réfugiés et travailler avec les États pour résoudre leurs problèmes resteront les principaux volets du travail du HCR. Dès lors que les réfugiés décident qu'il est temps de rentrer chez eux, nous les accompagnerons et les soutiendrons dans l'exercice de ce droit.

En second lieu, le Pacte mondial.

J'ai été heureux de constater que le Pacte mondial a été au centre de toutes vos interventions. Cela signifie qu'il bénéficie de l'importance qu'il mérite.

Évidemment, le Pacte mondial reflète une gamme très variée d'intérêts et d'aspirations. De manière inévitable, il y a des compromis. Toutefois, je vous prie de vous focaliser sur le fait que, dans sa portée et son orientation pratique, il peut véritablement transformer.

En fait, la transformation a déjà commencé, comme nous l'avons vu à travers l'application du modèle de réponse globale pour les réfugiés et les changements globaux en cours.

Au cours de ces dernières années, nous avons observé un recadrage dans la manière dont le monde considère les crises de réfugiés et y répond. Lord Boateng de *Africa Enterprise Challenge Fund* l'a résumé lors d'un événement en marge de cette semaine, en ces termes : « Si les réfugiés sont dans une situation fragile, ils ne sont pas pour autant fragiles, ils sont résilients et peuvent être des partenaires pour leur propre avenir ».

Le renforcement de cette résilience et de la résilience des communautés d'accueil, au moment où des solutions sont activement recherchées, constitue la logique qui sous-tend le Pacte mondial. Comme nous l'avons dit à maintes reprises, l'action humanitaire est, et demeurera, indispensable. Il est toutefois aussi important de reconnaître ce que le déplacement signifie pour le développement durable des communautés et des pays touchés et de s'y engager.

Le Pacte mondial peut donc être un facteur de changement des règles du jeu. Je lance un appel à vous tous pour qu'ensemble nous fassions qu'il en soit ainsi.

Tout d'abord comme cadre permettant de canaliser les ressources aussi bien techniques que financières. Je voudrais ici répéter ce que j'ai dit lundi, à savoir que dans le Cadre d'action global pour les réfugiés et d'autres instruments, nous avons déjà mobilisé 6,5 milliards de dollars E.-U. de ressources additionnelles. Il s'agit là de près du double du montant actuel de contributions volontaires au HCR.

En deuxième lieu, en tant que cadre de protection, d'inclusion et d'appui aux communautés d'accueil, domaine dont nous avons parlé depuis des décennies avec peu de résultats.

En troisième lieu, en tant que cadre de solutions, notamment – comme le Président Museveni d'Ouganda l'a toujours dit – pour renforcer la capacité des réfugiés à contribuer à la reconstruction de leur pays d'origine à leur tour.

Pour véritablement réaliser son potentiel, nous devons penser différemment et engager une gamme plus variée d'acteurs, plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Nous devons nous équiper pour parler le langage des acteurs du développement, des entreprises, de l'administration locale, des entités de la société civile, et trouver les moyens de convergence vers des objectifs communs, même selon des perspectives différentes.

Nous avons déjà vu de bons exemples d'action de divers acteurs de la société, et le Pacte mondial propose de nouveaux mécanismes importants devant permettre de les mobiliser davantage. Le Dialogue de cette année sur les défis de protection, qui aura lieu en décembre, sera une précieuse occasion d'engager les villes comme principaux catalyseurs de la protection et de l'inclusion.

Évidemment, nous devons travailler pour faire du Forum mondial sur les réfugiés de l'année prochaine un moment décisif d'engagement, au moment où nous nous embarquons sur cette importante voie.

Mesdames et Messieurs,

J'espère que nous serons en mesure de jeter un regard rétrospectif sur cette année pour constater qu'elle a été véritablement décisive, car ayant donné lieu à :

- un moment où les voix de solidarité et de bienvenue ont commencé à trouver leur place, et même à façonner positivement les discours politiques ;
- un moment où des gens pragmatiques se sont rassemblés pour tracer la voie vers une réponse meilleure, plus juste et plus équitable aux crises de réfugiés ; et
- un moment où le principe de partage des responsabilités au plan international a dépassé le niveau d'une simple aspiration pour constituer un ensemble d'actions.

Le travail ne fait que commencer, et je pense que nous pouvons réaliser tous ces objectifs.

Je vous remercie.